SI LA TAXE CARBONE EST APPLIQUÉE AUX PRODUCTEURS D'HYDROCARBURES

3 000 milliards de dollars perdus à l'horizon 2050

Les pays producteurs d'hydrocarbures perdraient 3 000 milliards de dollars à l'horizon 2050 si la taxe carbone leur est appliquée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Au menu de la Conférence internationale de Copenhague sur les changements climatiques, l'application de la taxe carbone sur les émissions de gaz à effets de serre a suscité une nouvelle réaction du ministre de l'Energie et des Mines. Hier, en marge de la 6e conférence sectorielle sur la formation, Chakib Khelil a estimé injuste, inacceptable, d'appliquer exclusivement cette taxe sur les pays producteurs d'hydrocarbures, pourtant non pollueurs, a contrario des pays occidentaux et consommateurs d'énergies fossiles. Or, l'application exclusive de cette taxe serait extrêmement préjudiciable pour les pays producteurs et exportateurs de gaz et de pétrole.

Elle entraînerait, selon Chakib Khelil, du fait d'une consommation moindre, une perte de l'ordre de 3 000 milliards de dollars à l'horizon 2050. D'où la nécessité de renforcer davantage la coordination actuelle entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Par ailleurs, Chakib Khelil a indiqué que l'Algérie compte développer les importantes réserves de gaz non conventionnelles, les shell gaz, qui se trouvent dans son sous-sol. Selon le ministre de l'Energie, la technologie nécessaire est disponible, notamment aux Etats-Unis où le marché s'auto-suffit et n'a plus besoin d'importer de gaz d'autres régions du monde.

Ainsi, dira Chakib Khelil, le pic gazier tellement annoncé est complètement décalé dans le temps.

L'Algérie prône le débat sur le marché gazier

L'occasion, également, pour le ministre de l'Energie d'indiquer que la prochaine assemblée du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), prévue le 9 décembre prochain au Qatar, aura à choisir le secrétaire général de cette structure consultative.

Des candidatures pour ce poste émanent notamment de la Russie, du Nigeria et de l'Iran. De même, la rencontre qatarie aura à évaluer la situation du marché gazier mondial et définir l'ordre du jour de la prochaine réunion du FPEG, prévue le 19 avril 2010 à Oran lors de la 16e Conférence sur le gaz naturel. Dans ce contexte, Chakib Khelil a indiqué que l'Algérie, qui présidera durant une année aux destinées du FPEG, prône le débat, la discussion sur la situation du marché mondial gazier. Il s'agit d'évaluer les mesures à même de permettre des prix du gaz plus adéquats.

A propos de la décision arbitrale mettant un terme au litige entre Sonatrach et les sociétés espagnoles, Repsol et Gas Natural, Chakib Khelil a exprimé sa «satisfaction». Selon le ministre de l'Energie, cette décision compense une perte de temps de deux ans et conforte Sonatrach.

En effet, la compagnie nationale ne prendra en charge que 40 % des frais et n'aura à dépenser que 30 millions de dollars pour acquérir l'actionnariat du projet de liquéfaction de Gassi Touil.

C. B.

Photo : Samir Sid.

Une perte de 3 000 milliards de dollars à l'horizon 2050.

CONSTRUCTION DE L'USINE D'ENGRAIS DE BÉNI-SAF

Des Philippins pourraient remplacer les travailleurs égyptiens

Des travailleurs philippins pourraient être appelés en rescousse pour la poursuite de la construction de l'usine d'engrais de Béni-Saf, lancée en partenariat avec la société égyptienne Orascom.

Si les 1 500 travailleurs égyptiens ne reviennent pas après les fêtes de l'Aïd El Adha, ils devront être remplacés par des travailleurs d'autres nationalités, pour rattraper les retards dans la réalisation de ce projet.

Une indication du vice-président Aval de Sonatrach, Abdelhafidh Feghouli, s'exprimant en marge de la 6e Conférence du secteur de l'énergie et des mines sur la formation. Le même problème affecte le projet d'unité GNL de Skikda a contrario du projet du complexe GNL de Skikda qui ne semble pas connaître de perturbations.

C. B.

PÉTROLE

Pas d'augmentation de la production en vue

Ni l'augmentation, ni même la baisse, de la production des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ne sont à l'ordre du jour. C'est ce que le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a réitéré, hier, à propos de la position de l'Opep dont une réunion est prévue les 6 et 7 décembre au Caire.

Cela, dans le contexte où les prix du pétrole ont repris du tonus après avoir chuté momentanément suite aux difficultés financières de l'Emirat de Dubaï et l'appréciation du dollar américain. Mais des prix qui se maintiendront aux niveaux actuels (frôlant hier les 80 dollars), l'incertitude sur l'évolution de l'économie mondiale persistant.

C. B.

FORMATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

L'E-Learning et l'intégration des TIC en question

La 6e Conférence-Formation du secteur de l'énergie et des mines se déroule depuis hier et aujourd'hui à Alger.

L'occasion de débattre, à l'aune de l'expertise nationale et étrangère, de l'apport des technologies de l'information et de la communication à la formation entrepreneuriale.

En ce sens, le ministre de l'Energie et des Mines estime que «les entreprises se trouvent, aujourd'hui, confrontées à la problématique d'amélioration, de manière permanente, d'évolution et de diversification des modes et pratiques de formation».

Selon Chakib Khelil, «ces entreprises se doivent d'intégrer les nouveaux développements technologiques pour mieux saisir les opportunités de production et de partage des connaissances». Et d'autant que les entreprises sont confrontées à la grande dispersion géographique des unités, l'adéquation difficile entre les plannings des différentes formations et les plannings des employés ainsi qu'à des contraintes logistiques.

D'où, dira Chakib Khelil, l'importance des nouvelles technologies en tant qu'«opportunité qui favorise l'autoformation des personnels occupant des postes ne permettant pas d'absences prolongées du lieu de travail».

Des opportunités qui «permettent aussi d'individualiser les formations en fonction du profil de chacun et des écarts de compétence à combler», selon l'hôte de la 6e Conférence qui a estimé que le E-Learning permet notamment d'atteindre ces objectifs, d'optimiser les coûts et d'accroître l'efficacité de la formation, et contribuera à la concrétisation du principe de la formation continue.

A charge, cependant, d'assurer une adaptation professionnelle des formateurs en tant que facilitateurs, accompagnateurs et conseillers.

C. B.

CAP DJENET

Sit-in des travailleurs de la Centrale électrique

Les travailleurs de la SAPE (Société algérienne de production de l'électricité) de Cap-Djenet, filiale de la Sonelgaz, sont en colère et ils le font savoir en organisant un sit-in au cours de la matinée de ce mardi.

Cette manifestation qui a été déclenchée sans la participation ni l'aval de l'UGTA, tiennent à rappeler les travailleurs que nous avions contactés, dénonçait le retard quant au versement du salaire de novembre. Cette paie de novembre n'a été effectivement perçue qu'après l'Aïd. «Nous avons passé les fêtes de l'Aïd sans le sou», déplore un travailleur. Par ailleurs, les protestataires réclament la révision de la grille des salaires et celle de calcul des primes ainsi que la prise en charge des problèmes socioprofessionnels. Les contestataires ont remis, à cet effet, une plate-forme de revendications. Ils ont accordé un délai d'une semaine aux responsables du complexe électrique hautement stratégique, pour apporter des réponses concrètes, faute de quoi, ils disent qu'ils passeront à d'autres actions de protestation.

Nous avons joint, par téléphone, la direction de la SAPE (Centrale de Cap-Djenet) dans la wilaya de Boumerdès, mais l'intérimaire du directeur n'a donné aucune indication.

Abachi L.

CONDOLEANCES

Les familles Sardi et Aït Abderrahim, Megherbi, très attristées par le décès de

Aït Abderrahim Chaâbane

présentent à toute la famille du défunt leurs sincères condoléances et l'assurent de leur profonde sympathie.

Puisse Dieu accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

RÉGION DU SAHEL AFRICAIN

Les convoitises franco-américaines

Avec sa situation géostratégique, ses réserves de pétrole qui représentent entre 7 et 8 % des réserves mondiales, la région du Sahel suscite bien des convoitises. Français et Américains «se répartissent les rôles» et tentent, à qui mieux mieux, d'en tirer profit.

«Je ne pense pas qu'il y ait concurrence sur cette région. Bien au contraire, il y aurait entente et partage de rôles entre la France et les Etats-Unis».

C'est en ces termes que s'est exprimé, hier, M. Slah Saoud, au Centre de recherches stratégiques d'Echaâb, lors d'une rencontre consacrée aux grandes politiques dans la région du Sahel africain.

Selon l'intervenant, les politiques françaises fonctionnent à partir d'une lecture historique. Elles considèrent ces pays comme faisant partie de l'autorité française : des colonies françaises.

Toutes les politiques, jusqu'à celle de Sarkozy, convergent dans ce sens. La France garde des relations étroites avec les pays de la région du Sahel, notamment à travers les accords de défense commune. Saoud Salah, enseignant au département des sciences politiques de l'université d'Alger, souligne que «l'avenir de la France est intimement lié à l'Afrique».

La région du Sahel n'est pas seulement une zone d'autorité, mais également une zone de transit très importante. Le regroupement des pays du Sahel et du Sahara est des plus importants. Cela pousserait la France à s'y enraciner, en quelque sorte. Toutefois les enjeux restent importants, estime l'orateur.

Et de souligner que «l'Algérie a fini par perdre son identité à force d'appartenir à plusieurs cercles : arabe, musulman, africain, méditerranéen».

L'Algérie n'a pas réussi à tracer son propre cercle, explique-t-il. Saoud rappelle la présence très ressentie de la France dans cette zone.

Des bases militaires dans plusieurs pays africains et des avions survolant quotidiennement l'espace aérien algérien dans des opérations au Sahel et en Afrique en sont les preuves. Comme quoi la France garde toujours un œil «vigilant» sur l'Algérie, entre autres.

Par ailleurs, elle utilise la carte du Niger, son essentiel fournisseur en uranium, en usant du dossier des Touaregs. Un moyen d'appliquer des politiques étrangères dans la région.

Pour sa part, M. Berkouk Salem, professeur en sciences politiques à l'université d'Alger, souligne le rôle capital de l'Algérie dans cette région.

Un rôle de leader, approuvé par les Etats-Unis, mais aussi une grande expérience dans la lutte contre le terrorisme et la question de la sécurité. L'Algérie aurait, par ailleurs, parfaitement investi dans la région.

W. Z.